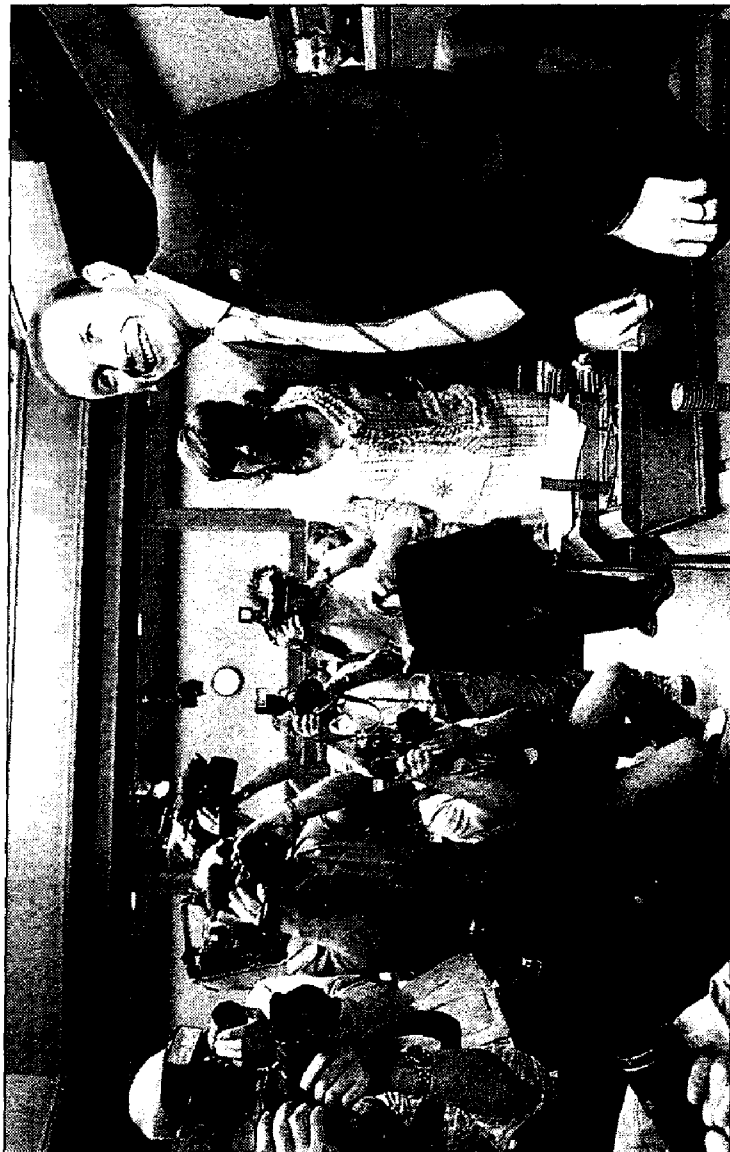


ESPAGNE Les socialistes et le Parti populaire s'opposent au projet débattu au Parlement autonome régional

Le plan basque de « libre association » soumis au vote le 30 décembre

Madrid : Diane Cambon

Le projet de scission avec l'Espagne des nationalistes basques vient de remporter une première victoire en demi-teinte. Hier, la commission des Institutions et de l'intérieur du Parlement régional de Vitoria a accepté en première lecture le plan contesté de « libre association » avec l'Etat espagnol, dévoilé en octobre 2003 par le président du gouvernement régional basque, Juan José Ibarretxe. Le texte pourra ainsi être débattu et soumis au vote en session plénière le 30 décembre prochain. Rejeté par le Parti socialiste et le Parti populaire (PP, conservateur), ce projet de rupture avec le gouvernement central a reçu le soutien des formations nationalistes et a pu être approuvé grâce l'absentéisme des radicaux de Sozialista Abertzaleak (SA, ancien Batasuna, interdit depuis mars 2003). La formation politique SA, menée par Arnaldo Otegi et dont l'un des députés Josu Ternera est en fuite pour appartenir à l'ETA, a créé la surprise en s'abstenant de voter. Les radicaux nationalistes s'étaient jusqu'ici montrés très critiques contre le « plan Ibarretxe », estimant qu'il ne permettait pas de rendre le Pays basque indépendant. Il y a encore une semaine, ils avaient menacé d'un non catégorique, mettant ainsi en péril l'avenir du projet. Le changement d'attitude des radicaux est de bon augure pour le PNV, qui a besoin pour ratifier son texte le 30 décembre des deux voix



Juan José Ibarretxe, le chef du gouvernement régional, aspire pour le Pays basque à l'octroi d'un pouvoir judiciaire propre, à une présence dans les institutions européennes et à la capacité de signer des traités internationaux. (Photo Raia Rivas/AFP.)

droit de convoquer un référendum d'autodétermination.

Outre le malaise qu'il suscite à Madrid, on voit mal comment ce projet choc pourrait voir le jour, tant sur le plan juridique que politique. Selon la Constitution espagnole, toute modification d'un statut d'autonomie doit être ratifiée par le Parlement national, contrôlé par le Parti socialiste et l'opposition formée par le parti populaire, deux formations parlementaires opposées au plan de scissions.

Si les conservateurs refusent tout débat sur la question, les socialistes se montrent, eux, plus ouverts à des négociations. Ces derniers viennent d'allouer de proposer une alternative au « plan Ibarretxe ». Dans le sillage de la réforme du statut d'autonomie, mené en Catalogne par le président régional Pascual Maragall, la gauche espagnole se dit prête à réformer certains articles du statut basque. Le secrétaire général du parti socialiste basque (PSIF), Patxi Lopez a présenté devant son parti un plan visant à créer « une communauté nationale basque dans laquelle tous les citoyens de cette région se sentent acceptés ». Son projet, encore à l'état d'ébauche, parle de patrie basque. Il propose, par exemple, une double gestion de la Sécurité sociale et une plus grande participation au niveau national et européen du gouvernement basque. Une initiative qui a déclenché les foudres du Parti populaire, lequel accuse les socialistes au pouvoir de céder au chantage des nationalistes et de vouloir démanteler l'Etat espagnol.

Ibarretxe aspire pour le Pays basque à l'octroi d'un pouvoir judiciaire propre, à une présence dans les institutions européennes et à la capacité de signer des traités internationaux. Il demande aussi la reconnaissance d'une « nationalité basque » à part entière, les plaintes prérogatives en matière de politique économique, la mainmise sur la Sécurité sociale et enfin, et surtout, le

depuis près de deux ans pour maintenir des liens avec les terroristes de l'organisation basque ETA. Les indépendantistes basques ont toutes les chances en effet d'être absents du scrutin, sauf s'ils coupent réellement leurs liens avec l'ETA, notamment en condamnant haut et fort les attentats.

Le « plan Ibarretxe » est au centre depuis octobre 2003 de toute la vie politique au Pays

des députés de SA pour obtenir la majorité fixée à 38 voix. Mais pour les nationalistes modérés, le verdict véritable sur la viabilité de leur plan aura lieu en mai prochain, lors des élections régionales. Ce scrutin sera le véritable test pour la politique de Juan José Ibarretxe. Le leader des nationalistes modérés compte bien récupérer lors de ces élections les voix des électeurs de feu Batasuna, interdit